

UGCAA

## Vers une grève générale des boulangers

**Les représentants des boulangers d'une dizaine de wilayas de l'Est du pays ont pris part hier au siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) de Annaba à une réunion convoquée par l'aile de cette union que dirige Mohamed Tahar Boulénouar.**

L'objet de cette rencontre régionale, la première d'une série de quatre programmées durant le mois de mars courant à travers les quatre régions du pays (Est, Ouest, Sud et Nord) porte sur la discussion des graves problèmes que connaît cette activité depuis plusieurs années, «sans que le ministère du Commerce ne lui accorde la moindre attention», selon Mohamed Tahar Boulénouar. Cette rencontre régionale de Annaba ainsi que les trois autres qui suivront donneront lieu à la confection d'un dossier général de doléances prenant en compte les propositions de la base des boulangers adhérents à l'UGCAA, et qui sera présenté à la présidence de la République et au Premier ministre, a annoncé Mohamed Tahar Boulénouar. Pour ce der-

nier, cette démarche «nous a été imposée puisque nous n'avons reçu aucune réponse à nos préoccupations de la part du ministère du Commerce depuis le dernier mouvement de débrayage des boulangers d'il y a plus de deux ans».

La même source n'écarte pas le recours une nouvelle fois à une grève générale si rien n'est entrepris pour le règlement des problèmes auxquels font face les boulangers. Les représentants des boulangers présents à cette rencontre ont saisi cette occasion pour énumérer les difficultés qu'ils rencontrent dans leur profession et qui ne font qu'empirer, selon leurs dires.

Aux charges (salaires, énergie, impôts...) qui augmentent sans cesse, ils ajouteront l'insuffisance des quotas de farine



Photo : Samir Sid

Les boulangers montent au créneau.

panifiable dont les prix sont conventionnés par l'Etat. «Ce prix est de 2 000 dinars le quintal mais les quantités distribuées par les moulins étatiques sont toujours en deçà de la demande. Sauf qu'au marché noir vous trouverez les quantités que vous desirez mais au prix de 2 300 à 2 500 le quintal», ont-ils souligné.

L'autre anomalie qu'ils n'arrivent pas à comprendre, c'est la distribution de farine panifiable au prix conventionné à des pâtisseries dont les produits sont ven-

due à des prix qui n'ont aucune commune mesure avec ceux du pain dit normal fixé à 7,5 dinars. Ils se plaignent, par ailleurs, de la qualité de la farine qui leur est fournie.

Au rythme où vont les choses et si rien n'est entrepris pour une amélioration de la situation, les deux tiers des 21 000 boulangers recensés actuellement risquent fort de mettre la clé sous le paillasson dans moins d'une année, avertissent des boulangers présents à la rencontre de

Annaba. Dans une déclaration préliminaire, Mohamed Tahar Boulénouar accuse Salah Souilah, qui conduit l'autre tendance de l'UGCAA, d'être «un usurpateur et un menteur». «Il n'a jamais été élu par la base. Mais il est admis par l'administration. Comme si l'administration dispose de prérogatives pour installer des personnes dans des postes électifs», s'interroge Boulénouar qui fait remarquer que cette situation est à l'origine de la perte de confiance des commerçants dans leur union.

Plus grave, Boulénouar accuse son rival d'avoir détourné de l'argent et des biens de l'union. Il estime que les sommes détournées par Salah Souilah en une année ont atteint 20 milliards de centimes.

Pour étayer ses accusations, Boulénouar exhibe des condamnations de son rival notamment par la cour de justice d'Oran à des peines de prison avec sursis et à des amendes.

A. Bouacha

ÉDUCATION

## Incertitude sur le mouvement de grève

**La coordination des syndicats de l'éducation a annoncé une grève de trois jours cyclique à compter d'aujourd'hui. Dans le but de désamorcer ce mouvement, Benghebrit a réuni les sept syndicats samedi dernier un par un pour une réunion de travail.**

Les deux parties ont réussi à s'entendre sur plusieurs points notamment sur l'ouverture du dossier du statut particulier. Cependant, hier, jusqu'à tard dans l'après-midi, les syndicats n'avaient toujours pas décidé du gel ou non de la grève.

«Avant de prendre une décision sur le mouvement de grève, nous devons d'abord recevoir le procès-verbal signé de la réunion tenue samedi avec la ministre», a déclaré Messaoud Amraoui, chargé de communication à l'Unpef (Union nationale du personnel de l'éducation et de la forma-

tion). Selon lui «la ministre a répondu à plusieurs points soulevés dans la plateforme de revendications, cependant sans la signature du procès-verbal cela reste de simples paroles auxquelles nous ne faisons pas confiance».

Les syndicats ont été donc conviés pour la deuxième journée consécutive au ministère de tutelle pour discuter du contenu du procès-verbal. «C'est à partir de ce procès-verbal que nous allons prendre une décision sur le gel ou non de la grève prévue aujourd'hui dans les établisse-

ments», a déclaré Idir Achour président du CLA (Conseil des lycées d'Algérie).

Les syndicats ont reçu le procès-verbal dans l'après-midi et vont se réunir dans la soirée pour décider du maintien ou du gel de leur mouvement. A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne savons toujours pas si la grève est maintenue ou pas.

Benghebrit a déjà réuni en février dernier les membres de la coordination des syndicats autour de la même table pour mettre fin à la contestation dans le secteur. Une tentative avortée en raison du refus des syndicalistes de signer le procès-verbal de cette réunion qui a buté sur le point engageant les syndicats à signer une charte d'éthique et de stabilité dans le

secteur de l'éducation, une condition pour rouvrir le dossier du statut particulier. Un point que la ministre de l'Education nationale a visiblement accepté de remettre à plus tard lors de la réunion de samedi. Puisque pour les syndicats «il n'est pas question de signer cette charte sans connaître le contenu». «Nous ne sommes pas contre le principe de la charte mais nous avons demandé d'ajouter un point concernant la méthodologie pour répondre aux problèmes posés dans le secteur», a souligné Meziane Meriane, coordonnateur du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest).

Salima Akkouche

MÉDÉA

## Deux policiers blessés dans un attentat à Tablat

Dans la soirée de jeudi dernier, un attentat a été perpétré contre des éléments de la Sûreté nationale de Médéa à Tablat. Deux policiers ont été blessés.

Des patrouilleurs de la Sûreté de Médéa qui effectuaient une ronde nocturne de routine dans une zone semi-urbaine, située à 96 km à l'extrême nord-est du chef-lieu de Médéa, ont été ciblés par des tirs de kalachnikov. Les coups de feu sont partis d'un buisson, où la visibilité était quasiment nulle. L'une des victimes superficiellement blessée a pu quitter l'hôpital. Cependant, le deuxième blessé, touché grièvement au niveau du flanc gauche au-dessus de l'abdomen, est encore hospitalisé.

Les auteurs de cet acte ont pu prendre la fuite et demeurent pour l'heure inconnus.

Une enquête a été ouverte.

M. L.

LES TRAVAILLEURS DE LA SGSIA OBSERVENT UN MOUVEMENT DE PROTESTATION

## Le P-dg et le syndicat UGTA épinglés

**L'aéroport international d'Alger a connu hier une perturbation de ses activités, ce qui a engendré d'importants retards sur les vols à destination de l'étranger et de l'intérieur du pays. A l'origine de cette situation, une journée de protestation observée par le collectif pour dénoncer «la situation qui prévaut au sein de la SGSIA».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le déplacement de plusieurs responsables du département des transports et du P-dg de la compagnie d'Air Algérie sur les lieux de la protestation à même de convaincre les travailleurs de renoncer à leur mouvement de protestation n'a abouti à rien.

Les travailleurs protestataires ont campé sur leur position rejetant toute «forme de négociation tant que le P-dg de la SGSIA ne sera pas relevé de ses fonctions».

Dans un communiqué rendu public hier, les protestataires

ont indiqué que cette journée de «colère» a été tenue pour «dénoncer le comportement inadmissible du P-dg de la SGSIA, M. Allache Tahar, à qui on reproche ses dépassements et ses écarts de langage indignes». «Le personnel a été soumis à des pressions démesurées de la part du P-dg, ce qui a entraîné le départ de plusieurs cadres de valeur ou la dépression des autres qui sont devenus des chiffons».

La raison de la «colère» des travailleurs de la SGSIA contre leur employeur ne se limite pas au seul comportement du P-dg.

D'autres griefs sont reprochés au premier responsable de l'entreprise, dont «la mauvaise gestion de la société».

«La gestion de certaines affaires ne se fait pas conformément à la loi, alors que des transactions sont passées de gré à gré et que les résultats sont dictés par le P-dg, ce qui ouvre la voie à tous les dépassements et manipulations», lit-on dans le document. Les travailleurs protestataires ont également dénoncé la «gestion catastrophique par le syndicat de la société et le comité de participation», portant ainsi «un très grave préjudice aux intérêts des employés».

Face à cette situation, ils revendiquent «le limogeage du P-dg de la SGSIA et son remplacement par une autre personne qui aime l'Algérie et les

Algériens, soumettre la période de gestion de l'actuel P-dg à un audit qui doit être assuré par une commission du ministère de tutelle, soit par l'IGF, en incluant la gestion catastrophique des Aéroports de Paris (ADP), la mise en place d'une commission dépêchée par la centrale syndicale pour enquêter sur la gestion syndicale au niveau de la SGSIA, auditer la gestion du comité de participation et ce, depuis son installation, et l'organisation d'une assemblée générale du personnel de l'entreprise pour aller vers une nouvelle élection syndicale représentative des travailleurs».

Contacté pour exposer son point de vue sur cette affaire, le P-dg de la SGSIA n'a pas donné suite à nos appels.

A. B.